



Conseil économique et social

Distr. limitée
4 janvier 2002
Français
Original: anglais

Pour information

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Première session ordinaire de 2002

21-25 janvier 2002

Point 4 de l'ordre du jour provisoire*

Note de pays**

Pays insulaires du Pacifique

Résumé

La Directrice générale présente la note de pays relative au programme multinational en faveur des 13 pays insulaires du Pacifique (États fédérés de Micronésie, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nioué, Palaos, Samoa, Tokélaou, Tonga, Tuvalu et Vanuatu), qui porte sur la période allant de 2003 à 2007.

* E/ICEF/2002/2.

** Un additif au présent rapport contenant la recommandation finale relative au programme de pays sera présenté pour approbation au Conseil d'administration à sa deuxième session ordinaire de 2002.



La situation des enfants et des femmes

1. Les 13 pays insulaires du Pacifique ont chacun une population allant de moins de 2 000 habitants (Tokélaou et Nioué) à plus de 800 000 (Fidji) et une population totale de quelque 2 millions d'habitants, répartie dans des centaines d'îles dispersées sur des milliers de kilomètres carrés. Les deux tiers environ vivent en milieu rural mais les courants migratoires vers d'autres pays et l'exode rural vers les villes ont pris beaucoup d'importance et entraîné une modification des structures familiales et sociales et des besoins en matière de services ainsi qu'une augmentation du chômage. Les vastes distances qui séparent les communautés, sources d'obstacles aux voyages et à la communication, constituent un problème permanent pour les gouvernements lorsqu'ils doivent dispenser des services à des collectivités ou à des groupes de population vulnérables éloignés.

2. Si les enfants sont désormais plus nombreux à passer le cap de la naissance et de la petite enfance, à fréquenter l'école, à achever leur éducation de base et à vivre dans des foyers disposant de moyens d'assainissement convenables et d'eau potable, les écarts de niveaux de vie n'en continuent pas moins de se creuser. Dans certains pays jadis plutôt égalitaires, la pauvreté est devenue visible, en particulier dans les colonies de squatters installées à la périphérie des villes. On trouve également dans certaines zones rurales des groupes de population très pauvres, qui ont à peine les moyens de faire face aux frais de scolarité de leurs enfants et aux autres dépenses prioritaires les concernant.

3. Les pays insulaires du Pacifique ont des niveaux de développement très disparates. Ils se répartissent, *grosso modo*, en trois groupes. Les États les plus petits (Palaos, Îles Cook, Nioué) ainsi que Tonga, Samoa et Fidji ont le niveau de développement le plus élevé, suivis par Tuvalu, les États fédérés de Micronésie et les Îles Marshall, puis par Kiribati, Vanuatu et les Îles Salomon. Le taux de mortalité des nourrissons n'a cessé de baisser dans la région ces 10 dernières années mais reste élevé (entre 37 et 63 pour 1 000 naissances vivantes) à Vanuatu, dans les Îles Salomon, à Kiribati et dans les Îles Marshall. Les principales causes de mortalité chez les moins de 5 ans sont les affections respiratoires aiguës, la diarrhée, le paludisme (Vanuatu et Îles Salomon), les complications périnatales et les blessures. Dans les États fédérés de Micronésie, les Îles Marshall et les Îles Salomon, et à Kiribati et Vanuatu, la réduction de ce type de mortalité reste un objectif de première importance. Dans les Îles Salomon, plus de deux années de troubles civils ont ravagé l'économie et entraîné une dégradation des services publics. Le pays est tributaire de l'aide au développement pour assurer le fonctionnement des écoles et des centres de soins.

4. Les programmes de vaccination des pays insulaires du Pacifique gagnent en viabilité, ce qui explique que l'Initiative pour l'autonomie en matière de vaccins prévoit désormais la vaccination contre l'hépatite B. La poliomyélite a disparu du Pacifique et aucun cas de rougeole n'a été signalé en quatre ans. Dans la plupart des pays, plus de 80 % des nourrissons sont vaccinés mais la gestion des services de vaccination a besoin d'être améliorée dans les quelques provinces et districts où les taux de couverture vaccinale sont faibles. Dans les Îles Salomon, la crise politique et les problèmes financiers qui en ont résulté ont fait chuter le taux de couverture vaccinale en dessous de 50 %. Les taux de malnutrition, qui s'expriment en pourcentage d'enfants présentant une insuffisance pondérale, sont presque nuls dans l'ensemble de la Polynésie mais varient de 6 à 23 % dans les Îles Marshall, aux

Fidji, dans les États fédérés de Micronésie, à Vanuatu et dans les Îles Salomon. Les troubles nutritionnels s'expliquent par le fait que les nourrissons sont souvent mal alimentés et les enfants nombreux à se nourrir d'aliments malsains et inappropriés. L'anémie et l'obésité touchent désormais un grand nombre d'enfants et de jeunes. On n'est pas encore parvenu à éliminer les déficiences en micronutriments. Kiribati, les États fédérés de Micronésie et les Îles Marshall connaissent un taux de déficience en vitamine A qui est l'un des plus élevés du monde.

5. La qualité de l'éducation dans les pays insulaires du Pacifique demeure un problème majeur à cause des méthodes d'enseignement, qui recourent excessivement à la mémoire, du manque de ressources et de l'absence de formation et de motivation des enseignants. Les gouvernements et les organisations non gouvernementales ne font aucun effort pour favoriser l'éveil des enfants de moins de 2 ans et assurer leur développement psychosocial. Dans l'enseignement primaire, le taux de scolarisation est le plus souvent élevé mais les enfants sont encore trop nombreux à ne pas être scolarisés ou à abandonner leurs études. Les ménages doivent supporter la charge de frais de scolarité souvent trop lourds et dont le montant va en augmentant. Un peu partout, la distance, la pauvreté et le fait d'être atteint d'un handicap limitent l'accès à une éducation de base, ce qui donne lieu à une situation discriminatoire. L'écart entre le taux d'inscription des garçons et celui des filles dans les établissements d'enseignement primaire et secondaire se réduit mais le fait que celles-ci abandonnent rapidement leurs études, que les programmes scolaires ne tiennent pas compte des sexospécificités et que les filles et les femmes soient souvent victimes d'actes de violence exigent une certaine vigilance.

6. Les adolescents ont de plus en plus de mal à passer de l'enfance à l'âge adulte, comme en témoignent leur taux de suicide alarmant et le fait qu'ils boivent de plus en plus d'alcool, consomment de plus en plus de drogues, se livrent à des activités criminelles et adoptent des comportements sexuels à haut risque. L'épidémie de VIH/sida gagne du terrain et la prévalence des maladies sexuellement transmissibles reste élevée, en particulier chez les jeunes. Les mouvements migratoires intérieurs à la région du Pacifique, la jeunesse de la population, le manque de perspectives d'emploi, l'augmentation de la pauvreté et de la consommation de drogues, la situation peu enviable des femmes, le fait que les maladies sexuellement transmissibles ne soient pas traitées et le hiatus croissant entre les valeurs traditionnelles et les valeurs actuelles sont autant de facteurs qui contribuent à la propagation du VIH/sida. Si relativement peu de cas de contamination par le VIH ont été signalés, il n'est pas exclu qu'une véritable épidémie de sida ne vienne frapper la région. Les enfants et les jeunes sont de plus en plus nombreux à vivre dans la rue et à se livrer à des activités pornographiques et à la prostitution. La protection juridique des enfants est le plus souvent insuffisante, bien que des progrès aient été réalisés dans des domaines tels que l'adoption et la justice pour mineurs.

7. La mondialisation se manifeste par l'importance grandissante de l'information (en particulier des émissions de télévision et des cassettes vidéo étrangères) ainsi que par la commercialisation plus poussée de produits tels que le bois et le poisson. La région est extrêmement vulnérable aux fluctuations économiques extérieures et aux catastrophes naturelles. Les enfants et les femmes sont également vulnérables, en raison de l'intensification des violences interethniques et politiques. Les femmes ont joué un rôle de premier plan dans la défense de la paix sociale dans les Îles Salomon. La condition féminine s'améliore dans l'ensemble mais des questions telles que la faible représentation des femmes dans les instances politiques, la

violence au sein des foyers et la non-ratification de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes montrent qu'il y a encore bien des problèmes à résoudre.

Enseignements tirés des programmes de coopération déjà menés

8. Les évaluations auxquelles il a été procédé ont contribué dans une large mesure à déterminer les points forts et les points faibles de l'UNICEF et de son partenaire. Une évaluation réalisée par des donateurs (l'Agence australienne pour le développement international et l'Agence néo-zélandaise de coopération) de l'aide apportée par l'UNICEF a permis d'établir que la méthode utilisée pour faire diminuer l'incidence de l'hépatite B chez les enfants avait un bon rapport coût-efficacité. Forts de ces résultats, les gouvernements et les donateurs concernés ont prié l'UNICEF de continuer à appuyer le Programme élargi de vaccination et d'envisager éventuellement d'y inclure de nouveaux vaccins. L'évaluation par l'UNICEF d'activités de réinsertion communautaire menées à Vanuatu et dans les Îles Salomon a mis en lumière les avantages et les inconvénients qu'il y aurait à adopter des méthodes similaires pour ce qui est des services à fournir aux enfants handicapés. Il a été reconnu que la coopération des gouvernements avec l'ONG chargée de la mise en oeuvre des activités susmentionnées contribuait à en assurer la viabilité. L'examen à mi-parcours réalisé en 1998, une évaluation interne et l'organisation de réunions stratégiques entre les partenaires ont fourni des indications précieuses quant à la manière d'élaborer le nouveau programme de coopération. L'examen à mi-parcours a permis de constater que l'UNICEF avait contribué à la formation de 12 comités nationaux de coordination de l'action en faveur de l'enfance et leur apportait un appui afin qu'ils puissent jouer un rôle plus important en ce qui concerne la sensibilisation et le suivi de la Convention relative aux droits de l'enfant. C'est sous la houlette de ces comités que six pays ont présenté des rapports initiaux sur l'application de la Convention au Comité des droits de l'enfant. Six autres rapports sont en voie d'achèvement et deux pays rédigent actuellement un rapport intérimaire. Les comités en question ont par ailleurs plaidé en faveur de la révision des pratiques en vigueur en matière de justice pour mineurs à Vanuatu et d'une aide aux enfants handicapés aux Fidji et dans les Îles Salomon. Ces comités étant multisectoriels par nature, ils sont à même de faciliter la tâche de l'UNICEF dans chaque pays. Ils jouent un rôle extrêmement important dans l'établissement de politiques d'appui et il y aurait donc lieu de les aider à développer leurs capacités.

9. Il est à regretter que l'UNICEF n'ait pas utilisé les moyens de communication actuellement disponibles dans la région. La radio est le moyen le plus facilement utilisable, la télévision ne fonctionnant que dans la plupart des capitales et des villes. L'UNICEF a établi des liens de coopération étroits avec de nombreux organismes de radiodiffusion du Pacifique, ce qui lui a notamment permis, pour la première fois, de diffuser la *Journée de la radio et de la télévision en faveur des enfants* dans les îles du Pacifique situées au-delà de Fidji. Les possibilités dans ce domaine sont considérables. L'aide que l'UNICEF a apportée récemment à la région pour renforcer ses capacités en matière de communication a consisté notamment à former des partenaires à la recherche (étude du mode d'alimentation des nourrissons aux Fidji et à Vanuatu) et à la création de produits médiatiques (production de

dramatiques radio et vidéo en langue locale dans les États fédérés de Micronésie et aux Palaos). Il y a ainsi davantage de chances que l'UNICEF fasse de la communication l'un des grands axes de son appui au nouveau programme.

10. Les fonds de l'UNICEF se sont révélés généralement insuffisants pour assurer la mise en oeuvre de nouvelles initiatives à l'échelle nationale mais ils ont permis, dans un certain nombre de pays, de créer des modèles de méthodes pratiques dont l'application a été financée par des ressources nationales ou par des donateurs. Cela a été le cas à Vanuatu notamment, où un programme d'éducation préscolaire bénéficie désormais d'un large appui du gouvernement et des donateurs. On mentionnera également un projet d'éducation sanitaire – qui a permis la production à un coût abordable de vidéos en langue locale –, la mise en place, dans plusieurs pays, de groupes de théâtre de jeunes. L'UNICEF appuie la création de modèles de méthodes pratiques dans des domaines tels que la préparation des jeunes à la vie active, la justice pour mineurs, l'éducation de base pratique et la modification des pratiques d'alimentation des jeunes enfants.

11. Les données concernant les pays insulaires du Pacifique sont notablement insuffisantes. L'examen à mi-parcours du programme de l'UNICEF, les examens décennaux et les rapports sur la mise en oeuvre du programme Éducation pour tous font tous état de l'absence de chiffres et de données à jour. Un grand nombre de projets financés par des donateurs se proposent d'améliorer les systèmes d'information. Grâce au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, les organismes des Nations Unies fourniront un appui de première importance dans ce domaine. L'UNICEF donnera à ses partenaires les moyens d'aider davantage les pays à rassembler et analyser des informations ayant trait spécifiquement au bien-être des enfants.

12. L'examen à mi-parcours a permis d'établir qu'il y avait lieu d'axer le programme sur un petit nombre de priorités et donc de reformuler certains objectifs. Le nouveau programme s'appuiera sur cette conclusion et comportera des domaines dans lesquels des progrès substantiels peuvent être réalisés et des résultats clairs et mesurables obtenus. On dispose de suffisamment d'éléments fondés sur des indicateurs clefs du développement de l'enfant pour conclure qu'il faudra apporter une aide supplémentaire à trois des pays les moins avancés (Vanuatu, Îles Salomon et Kiribati) si l'on veut qu'ils atteignent les objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire et, en particulier, qu'ils puissent améliorer la situation des femmes et des enfants. Les modalités de cette coopération seront mises en place dans le contexte des bilans communs de pays et des plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement actuellement en cours d'élaboration.

Projet de stratégie concernant le programme de pays

13. La coopération de l'UNICEF visera au premier chef à faciliter encore davantage l'exercice des droits des enfants des 13 pays insulaires du Pacifique, et ce, en aidant les partenaires régionaux et nationaux à mieux comprendre la Convention relative aux droits de l'enfant et en renforçant les moyens dont ils disposent dans ce domaine. Pour ce faire, l'UNICEF offrira un soutien limité mais stratégique aux pays les mieux dotés, en s'attachant aux domaines dans lesquels il est le plus compétent et qui se prêtent le mieux à une action coordonnée dans l'ensemble des 13 pays. Priorité sera accordée aux très jeunes enfants et aux

adolescents. Figureront au nombre des domaines abordés la mobilisation en faveur des droits, l'immunisation, l'alimentation des nourrissons et la préparation des adolescents à la vie active. L'UNICEF facilitera l'accès aux compétences et aux meilleures pratiques des organismes des Nations Unies et d'autres entités internationales et, en fonction des ressources disponibles, appuiera des activités de formation et de communication.

14. L'aide du Fonds à la mise en oeuvre du programme ira principalement à trois pays prioritaires (Kiribati, Vanuatu et Îles Salomon) afin de leur permettre d'atteindre les objectifs du Sommet mondial pour les enfants ainsi que les objectifs de son plan stratégique à moyen terme. Cette assistance sera dispensée conformément à l'approche intégrée du développement du jeune enfant décrite dans le plan stratégique à moyen terme du Fonds.

15. **La défense et la protection des droits de l'enfant** constitueront l'axe principal de la coopération de l'UNICEF avec les 13 pays insulaires du Pacifique, l'objectif étant d'améliorer les moyens dont disposent ces pays pour promouvoir et suivre la Convention relative aux droits de l'enfant et établir les rapports requis par la Convention. On continuera, pour ce faire, de renforcer les capacités des 12 comités nationaux de coordination de l'action en faveur de l'enfance, des comités provinciaux ou nationaux et des organisations non gouvernementales locales, par le biais de la formation, des communications, d'un meilleur accès à l'information et d'échanges d'idées entre pays et institutions. Le Fonds fournira une assistance technique afin de faciliter les réformes juridiques et la formulation d'approches en matière de communication. Il encouragera les Tokélaou à envisager la ratification de la Convention, la Nouvelle-Zélande n'ayant pas inclus ce territoire dans son processus de ratification. Il s'agira par ailleurs de développer les partenariats en faveur des droits des enfants en collaborant étroitement aux niveaux régional et national avec les institutions qui appuient les organismes communautaires tels que les groupes religieux et les organismes de jeunes. On resserrera par ailleurs les liens avec le secteur privé en faveur de la cause des enfants.

16. Le Fonds formulera des stratégies d'information et de communication afin de faire mieux comprendre les droits de l'enfant et ceux de la femme, les principes humanitaires et la diversité culturelle. Il collaborera étroitement avec les partenaires représentant les médias de la région, le secrétariat de la Communauté du Pacifique et l'Université du Pacifique Sud en vue d'améliorer la teneur et la qualité des informations sur les enfants. Il renforcera en outre les programmes destinés aux enfants en s'inspirant de la Journée de la radio et de la télévision en faveur des enfants pour produire une émission périodique diffusée par les stations de radio et les chaînes de télévision nationales. Pour tous les aspects de ses travaux, le Fonds aura recours à la recherche-développement en matière de communications afin de faciliter l'évolution des comportements, notamment pour ce qui est des soins donnés aux enfants, de la santé des adolescents et du VIH/sida. L'UNICEF contribuera à une meilleure protection des enfants en facilitant, en collaboration avec d'autres partenaires, la formulation de politiques, de lois et de bonnes pratiques répondant à des préoccupations nationales spécifiques, telles que le mauvais traitement des enfants, l'adoption, la justice pour mineurs et les incapacités.

17. **L'adoption d'une stratégie intégrée pour la santé et le développement de l'enfant** permettra de faciliter la mise au point d'approches intégrées conçues pour que les enfants prennent le meilleur départ possible dans la vie. Le projet de

vaccination à l'échelon de l'ensemble de la région du Pacifique concernera les 13 pays; l'UNICEF facilitera l'achat des vaccins, la formation et les communications, tandis que l'Organisation mondiale de la santé mettra ses compétences au service du projet, notamment en matière de surveillance. L'Agence néo-zélandaise de coopération et l'Agence australienne pour le développement international fourniront un appui et l'Agence japonaise de coopération internationale se chargera du matériel nécessaire et des transports. Le Fonds aura recours aux technologies de pointe et aux réseaux pour continuer de fournir un appui politique et technique aux activités relatives aux micronutriments et à l'alimentation des enfants, et notamment à l'Initiative Hôpitaux amis des bébés.

18. Dans les trois pays prioritaires, l'UNICEF appuiera également les initiatives locales de développement intégré des jeunes enfants susceptibles d'être aisément transposées. Ces projets locaux porteront entre autres sur le développement des jeunes enfants, les soins donnés aux nouveaux-nés et aux jeunes enfants à la maison et dans les dispensaires, la santé maternelle, l'alimentation des nourrissons et les micronutriments. Bien que des initiatives aient déjà été prises dans ces domaines, la nouvelle approche sera plus intégrée. Selon les pays, cette approche fera fond sur les projets de prise en charge intégrée des maladies de l'enfant, sur les projets nationaux d'activités préscolaires, ou encore sur les groupes d'aide sociale et les volontaires au niveau des villages qui n'ont pas encore été mis à contribution. L'UNICEF n'appuiera l'éducation de base que lorsqu'il s'agira de fournir un modèle national ou régional de bonnes pratiques concernant la mise sur pied d'écoles adaptées aux besoins des enfants, telles que celles qui existent actuellement à Vanuatu, et ce parce qu'une grande partie de l'aide apportée par les donateurs vise déjà d'autres aspects de l'éducation.

19. S'agissant du **développement des adolescents**, le Fonds adoptera une approche faisant appel à la participation des jeunes à tous les stades de la conception et de l'exécution des projets concernant la préparation à la vie active, la formulation de méthodes de communication culturellement et linguistiquement adaptées et le renforcement des réseaux de jeunes. Cette stratégie fera fond sur les travaux de recherche faisant appel à la participation déjà effectués et sur les programmes de préparation à la vie active existants. Le projet devrait bénéficier aux 13 pays concernés, si tant est que l'on dispose des fonds et du personnel nécessaires; il continuera toutefois d'être mis en oeuvre dans les cinq pays où il est actuellement financé (Vanuatu, Tonga, Fidji, Îles Salomon et États fédérés de Micronésie). Des partenariats régionaux ont été établis avec le Commonwealth Youth Programme, le secrétariat de la Communauté du Pacifique, le Peace Corps, le Fonds des Nations Unies pour la population et l'Organisation mondiale de la santé. Les équipes de travail interinstitutions régionales des Nations Unies pour la jeunesse (présidée par l'UNICEF) et pour la lutte contre le VIH/sida (présidée par l'OMS) facilitent la coordination de ces activités. L'UNICEF collabore étroitement avec d'autres organisations s'occupant de formation d'animateurs de groupes de jeunes, de formulation de politiques et de prestation de services de santé en matière de reproduction. Il s'agira de contribuer à réduire la vulnérabilité des adolescents au VIH, une des priorités du plan stratégique à moyen terme.

20. On adoptera une **approche intégrée** pour fournir l'appui supplémentaire nécessaire aux trois pays prioritaires en matière de planification, de suivi et d'évaluation de projets. Cette approche permettra également de défendre la cause des enfants et de coordonner l'assistance de l'UNICEF avec celle d'autres donateurs

sur le plan local. Intégrée par domaines, elle permettra d'appuyer directement des activités multisectorielles comme la planification sociale et l'établissement de bases de données. Elle permettra également de soutenir aussi bien l'action susmentionnée en faveur du développement des jeunes enfants que d'autres types de projets, tels que les pièces de théâtre montées par des jeunes des Îles Salomon pour promouvoir la paix ou la création au Vanuatu d'écoles adaptées aux besoins des enfants à l'échelle provinciale.

21. L'élément **planification, suivi et évaluation** permettra d'aider les 13 pays concernés par le programme à recueillir des données de base par le biais d'enquêtes rapides et de l'établissement de liens avec les enquêtes nationales. Il fournira les ressources nécessaires au suivi, à la coordination et à l'évaluation de toutes les interventions. Au niveau national, l'UNICEF collaborera avec les gouvernements et les partenaires des Nations Unies à l'obtention, dans les délais voulus, de données ventilées sur la situation des enfants et des femmes, ayant recours pour ce faire à DevInfo. Pour faciliter la réalisation des objectifs du programme intégré de santé et de développement de l'enfant, un appui technique sera fourni aux communautés qui leur permettra de participer aux activités de planification, de suivi et d'évaluation. Au niveau régional, l'UNICEF utilisera ChildInfo pour recueillir des données et faire des comparaisons entre pays.

22. **Les ressources intersectorielles** permettront de financer l'exécution des programmes, en particulier les dépenses afférentes au personnel essentiel dans les domaines de l'administration et des approvisionnements.

Projet de budget pour le programme

Coût estimatif du programme de coopération, 2003-2007^a

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Masse commune des ressources</i>	<i>Autres ressources</i>	Total
Défense et protection des droits	1 000	2 000	3 000
Programme intégré de santé et de développement de l'enfant	2 500	3 000	5 500
Développement de l'adolescent	1 300	3 000	4 300
Approche intégrée par domaine	4 000	3 500	7 500
Planification, suivi et évaluation	1 000	500	1 500
Ressources intersectorielles	200	—	200
Total	10 000	12 000	22 000

^a Chiffres fournis à titre indicatif, sous réserve de modifications une fois que seront définitivement établies les données financières globales.